

ARGENTINE

Le pourquoi de la révolte du peuple

Le coup d'Etat de 1966 n'a été qu'une étape de plus d'un processus hélas bien connu du peuple argentin : il ne s'agissait que d'une manœuvre de l'impérialisme pour assurer le maintien de son emprise sur notre pays menacée par la montée des forces populaires. Désormais le principal objectif du gouvernement Onganía a consisté à renforcer sa position en offrant à la classe ouvrière, traditionnellement tenue à l'écart du pouvoir, une soi-disant participation à des assemblées de type plus ou moins corporatiste. Cette attitude masquait le motif réel : mater la combativité de la classe ouvrière afin d'imposer une politique économique fondée sur le blocage brutal des salaires, l'injection massive de capitaux étrangers et le retour progressif à l'entreprise privée, soumise elle-même au contrôle de l'étranger, des secteurs-clé de l'économie nationale. Aussi, dès que se dessinait le moindre conflit, en particulier à partir de la crise sans précédent que traverse l'industrie sucrière, le gouvernement faisait appel à la collaboration de la bureaucratie syndicale pour sauvegarder l'aspect « légal » tout en se servant des forces de répression pour faire régner la « paix sociale ».

Il convient de rappeler qu'une des premières mesures que la dictature d'Onganía a été amenée à prendre a consisté à liquider la gênante autonomie des universités, efficacement co-gérées par Etudiants et Enseignants. L'abolition de cette autonomie, au moyen de l'installation de délégués gouvernementaux et la mise en place de moyens de répression sans précédent, s'est avérée dès l'abord indispensable devant la prise de conscience

croissante des étudiants et leur solidarité grandissante avec les forces ouvrières. On prétendait de la sorte couper les étudiants du reste du pays et en particulier de la classe ouvrière, en invitant cette dernière à une participation bidon par l'entremise des dirigeants syndicaux vendus aux intérêts du gros patronat, et du gouvernement.

Cependant la politique déflationniste réalisée comme d'habitude sur le dos des salariés n'a pas donné les résultats escomptés. D'après les statistiques officielles l'augmentation du coût de la vie atteint en deux ans 30 % tandis que les salaires ne montaient que de 8 %. Cette baisse du pouvoir d'achat s'est accentuée dernièrement avec la hausse des prix des produits alimentaires de base, des tarifs de transports, etc. : la soi-disant politique de « stabilisation économique » montrait ainsi son vrai visage.

Le peuple n'a pas tardé à réagir : dès le début de 1969 on a vu se produire une série d'attentats terroristes. En même temps qu'ils permettaient de s'emparer d'armes, ils portaient atteinte même si ce n'est que symboliquement, à un des principaux piliers de la clique Onganía : les forces armées. Le rôle de celles-ci, comme dans tous les pays d'Amérique latine non libérée, consiste de plus en plus à sauvegarder les intérêts de l'impérialisme. Ceci explique l'alternance des gouvernements à façade démocratique et des dictatures militaires les plus brutales qui viennent relayer les premiers chaque fois que ceux-ci ne sont plus capables de contenir la poussée des forces populaires. L'armée donc, qui se proclame bien entendu apolitique, est en fait le meilleur garant des grands trusts impérialistes et de leurs

hommes de paille argentins.

Les événements qui sont en train de se dérouler en ce moment même en Argentine depuis environ deux semaines montrent clairement que l'histoire peut déjouer — et déjoue — les plans ourdis par l'impérialisme et ses laquais en uniforme ou en civil. Une manifestation de 40.000 personnes réunissant au coude-à-coude ouvriers et étudiants qu'appuyait l'ensemble du peuple a mis en fuite 1.800 policiers armés jusqu'aux dents. La panique s'est emparée des militaires argentins qui viennent de proclamer à la hâte, sans même consulter le fantoche Onganía, la loi martiale. La C.G.T., déchirée au niveau de la direction par les manœuvres du gouvernement et les ambitions des bonzes corrompus de la bureaucratie syndicale, a réalisé spontanément l'union au niveau des masses, et reçoit l'appui des secteurs les plus progressistes de l'Eglise.

A l'heure qu'il est, des combats héroïques se poursuivent dans de nombreuses villes du pays, mettant aux prises le peuple d'un côté et de l'autre la flicaille renforcée notamment par les paras armés de mitraillettes et de bazookas et dirigés par des officiers entraînés à la lutte contre-révolutionnaire dans les camps nord-américains de Panama.

La presse bourgeoise elle-même n'arrive pas à dissimuler la puissance extraordinaire de ce mouvement qui a fini par unir les

forces populaires et anti-impérialistes de l'Argentine. La lutte a gagné désormais toutes les villes importantes du pays et démontre que la volonté populaire peut venir à bout des exploiters.

Aux forces armées qui se prêtent à devenir des occupants de leur propre pays, aux syndicalistes combinards, aux sempiternels tenants de la mascarade électorale, aux défaitistes de tout poil, nous opposons le communiqué de la C.G.T. de Rosario : « Rien ne peut nous arrêter, ni la prison, ni la mort, car on ne peut ni mettre en prison ni tuer le peuple tout entier et parce que l'ensemble des Argentins refusant d'être dupe des compromis électoraux, du mythe de la collaboration des classes et des coups d'Etat « providentiels », sait bien que seul le peuple sauvera le peuple ».

VIVE LA LUTTE HEROÏQUE DU PEUPLE ARGENTIN.

VIVE L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES ETUDIANTS.

A BAS L'IMPERIALISME ET SES DICTATEURS FANTOCHES.

SOLIDARITE ACTIVE AVEC LE PEUPLE ARGENTIN.

COMITE DE SOUTIEN A LA LUTTE DE CLASSE OUVRIERE ET DU PEUPLE ARGENTIN.



L'Etudiant de France

Nouvelle série n° 8 – Mai – Juin 1969

Pages 6 et 7